

#EGalim

EGA (Etats Généraux de l'Alimentation) : la filière lait normande rend sa copie

TABLE RONDE

Stéphane Traveret, ministre de l'Agriculture, était ce lundi au Centre des Congrès de Caen (14). Il est venu lancer les travaux de la contribution laitière normande aux EGA (Etats Généraux de l'Alimentation). Plus de 250 contributeurs ont échangé autour de tables rondes et de travaux d'ateliers pour rendre une copie porteuse d'espoirs de changements.

« Nous comptons sur ces ateliers territoriaux pour amener de la force aux EGA. Il est primordial que la voix des territoires et des régions puisse porter. L'intelligence collective du terrain doit pleinement être prise en compte dans les travaux que nous menons ». Dans ses propos introductifs, le ministre de l'Agriculture, juste avant de repartir à Matignon pour évoquer le sujet, a rappelé la méthode voulue par le gouvernement. « Une méthode de compromis dans l'écoute et le respect de l'autre ». Mais petit « hic » dans cette volonté réaffirmée de mettre tout le monde autour de la table « en toute bonne foi », les régions ont officiellement claqué la porte des EGA quelques jours plus tôt. « Une décision que je regrette d'autant plus que les régions constituent l'autorité de gestion du second pilier de la PAC. Elles doivent revenir à la table de travail et ne pas pratiquer la politique de la chaise vide ».

Le maillon faible

Avec ou sans la région, « notre attente est immense, a insisté Daniel Génissel. Les producteurs sont le maillon es-



Charline a 29 ans. Après le suicide de son père au printemps dernier, producteur de lait en Seine-Maritime, elle a adressé une lettre ouverte au président Macron pour l'alerter sur l'ampleur du mal-être paysan. Elle était présente ce lundi à Caen pour apporter sa contribution aux débats. « Les EGA constituent vraiment un espoir. L'agriculture est sur le podium du PIB français mais quand un producteur de lait gagne 2000 €/an, il y a quand même un gros malaise. Oui, il y a le bio et les AOP mais il y a aussi un marché international. Il faut travailler sur la performance économique pour baisser les coûts de production en modernisant l'outil de travail. Il faut parallèlement travailler sur la charge mentale... Une leçon de courage et de dignité ».

sentiel de la filière lait en Normandie avec 8300 élevages et 34 % du produit agricole régional. Mais, malheureusement, les producteurs sont aussi le maillon faible. Il faut faire bouger les lignes d'un scénario qui serait écrit d'avance ». Et le président de la CRAN (Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie) de prioriser les enjeux : « donner un cap de développement de valeur. Travailler sur l'exception agricole et agricole avec une différenciation de traitement. Arrêter le dénigrement et rétablir les vérités par de la communication pour renforcer l'attractivité du métier d'agriculteur ». Réponse de Stéphane Traveret : « les EGA ne régleront pas toutes les difficultés d'un coup de baguette magique mais l'Etat saura prendre ses responsabilités en légiférant s'il le faut ». Le ministre ne dira pas sur quoi mais partage bon nombre de maux diagnostiqués depuis longtemps par la profession comme « la course effrénée aux prix toujours plus bas. Des besoins en capitaux, notamment pour l'installation, qui explosent. Des aléas climatiques et sanitaires de plus en plus fréquents. Des attentes du consommateur qui se multiplient et se complexifient », avant de lâcher : « je ne céderai pas un pouce de terrain aux mouvements radicaux ».

Et avant que les congressistes ne débattent sur l'épineuse question de la création et la répartition de la valeur dans la filière laitière en Normandie, Stéphane Traveret a évoqué la réforme de la PAC. « Nous avons besoin d'une PAC plus lisible et plus simple dans son fonctionnement. Nous devons négocier une PAC forte et ambitieuse. Sur les questions d'environnement, il faut faire un pari positif sur l'avenir. Nous devons être sur le devant de la scène pour répondre aux attentes du consommateur. En Europe, la voix de la France est attendue, la voix de la France est entendue ».

Ils ont dit

Alain Delangle (représentant des producteurs bio) : « je crains plus d'une perte des valeurs de l'agriculture biologique que d'une baisse des prix bio du fait de l'augmentation des volumes produits ».

Benoît Duval (président de l'union des producteurs AOP) : « nos cahiers des charges font la force de la valeur ajoutée mais nous



Daniel Génissel (président de la CRAN) : « il faut arrêter le dénigrement et rétablir la vérité par de la communication pour renforcer l'attractivité du métier d'agriculteur ». DR



Stéphane Traveret (ministre de l'Agriculture) : « le choix des régions de se retirer des EGA est une décision que je regrette. J'espère qu'elles reviendront ». DR



Jocelyn Pesqueux (président du CRIEL Normandie) au micro : « Les marchés français et européen sont matures. Il faut donc s'intéresser aux attentes du marché mondial mais, dans cette compétition, ne nous mettons pas des chaussures plus lourdes que nos concurrents ». DR

demandons la suppression de toutes les copies ».

Daniel Chevrel (directeur des approvisionnements laitiers Savencia) : « nous sommes sur des marchés à saturation en France. Il faut donc aller sur des nouveaux marchés, des nouveaux espaces de consommation, aller à l'export ».

Olivier Pageau (responsable national marché, artisans, filière et agriculture à Auchan) : « la première des propositions que je fais est que la distribution fasse partie de l'interprofession laitière ».

Jacky Hébert (président UFC Que Choisir Manche) : « les consommateurs sont faiblement représentés au sein des EGA. Nous sommes demandeurs de transparence. On voit les hausses, jamais les baisses contrairement à ce qui se passe en Allemagne ».

Ludovic Billin (section lait FDSEA de la Manche) : « sur 100 € déboursés par le consommateur, 6,20 € revient au producteur. On n'a pas le choix de nos entreprises laitières. On a le droit de s'entendre pour acheter mais pas pour vendre. Il faut que l'on redonne du pouvoir à l'interprofession laitière ».

Pascal Férey (vice-président de la FRSEA Normandie) : « on envoie les producteurs se fracasser dans le mur de l'indifférence. Je n'ai pas entendu ce matin d'indignation après les propos de Michel Edouard Leclerc. Tout le monde a peur de faire bouger les lignes. Il faut une volonté politique pour arriver au partage de la valeur ajoutée ».

Anne-Marie Denis (présidente de la FDSEA de l'Orne) : « on oublie de faire des produits simples qui pourtant sont demandés par le consommateur. On conçoit des produits de plus en plus sophistiqués et qui génèrent sans doute beaucoup de plus-value. Où va-t-elle ? Nous, on fait de la transparence totale ».

Pascale Hebel (Crédoc - Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie) : « on commence à supprimer les fins de repas donc les fromages et les yaourts ».

Christophe Le Moing (secrétaire général coopérative Isigny-Sie-Mère) : « après l'affaire de la mélanine, les Chinois ont besoin d'être rassurés sur le plan sanitaire. Notre partenaire, Biostime, a investi 8 M€ de budget pour communiquer chez lui sur la qualité du lait normand ».

Bruno Lefèvre (directeur Graindorge Groupe Lactalis) : « nous sommes leaders en AOP avec 4000 T sur 10 000 T. C'est le travail de 3 générations de fromagers. L'engagement de Lactalis est de faire perdurer cette entreprise ».

Bertrand Rouault (directeur branche lait Agrial) : « on tente de créer de la valeur et de la robustesse. Sur les marchés internationaux, il existe des conditions de compétitivité. Concernant la définition du fromage, c'est de plus en plus un ingrédient culinaire, pour la pizza par exemple ».

Marc Delage (directeur Ultra Frais Lait Carrefour) : « la promotion est un mal nécessaire ».

Le consommateur se tourne de plus en plus vers le végétal, vers le nomadisme. Il y a peu d'innovation sur le lait de consommation. Nous avons créé le lait de plaine découpé en bassins. Il faut additionner les niches ».

Fabrice Courtois (chef de marché Crèmerie - Metro Cash & Carry) : « nos clients recherchent de la différenciation. Il faut casser les codes de la communication. Il faut donner envie de remettre le plateau de fromages au menu ».

Corinne Dumesnil (productrice de lait en circuit court) : « j'étais infirmière, je suis devenue fromagère. Nous produisons 19 fromages affinés et faisons vivre 11 familles ».

Jocelyn Pesqueux (président du CRIEL Normandie) : « l'interprofession fera demain ce qu'on lui donnera le droit de faire. Pourquoi ne pas discuter d'un indicateur de coût minimal? »

Damien Lecutier (président de l'OP des Trois Vallées livrant à Danone) : « notre objectif de départ était de sécuriser l'approvisionnement des usines et de limiter la volatilité des prix. Nous avons intégré les coûts de production au prix du lait ».

Jean-François Fortin (directeur des Maîtres Laitiers du Cotentin) : « un producteur qui gagne 200 €/mois, mais quelle honte ! Définissons, une fois pour toute, ce qu'est un prix qui rémunère le producteur ».

PROPOS RECUEILLIS PAR TH. GUILLEMOT